

Que faire ?

Les résultats d'hier et ceux de dimanche prochain ne viennent pas de nulle part.

Des causes profondes

Voir dans le vote pour le FN un vote "protestataire" est une analyse un peu courte. On ne proteste pas pendant dix, vingt, voire trente ans. Le nombre croissant d'électeurs frontistes, la fidélisation d'un grand nombre d'entre eux montrent plutôt qu'il y a un désir de FN. Reste à savoir pourquoi, si on veut tenter d'endiguer voire de renverser cette tendance lourde.

Qui vote FN et pourquoi ?

Le vote FN varie en sens inverse du niveau de diplôme. Les électeurs frontistes sont toujours plus nombreux au sein des catégories populaires et des jeunes. Plutôt que de les stigmatiser, il faut chercher à comprendre les ressorts de ce vote qui monte en puissance. Faute de quoi, plus dure sera la chute.

Qu'est-ce qui nourrit l'extrême-droite ?

Historiquement, toujours les mêmes ingrédients : le chômage de masse, l'antiparlementarisme et le nationalisme. Or, depuis 30 ans, la persistance et le développement de ces ingrédients fabriquent toujours plus de bulletins FN.

1) Chômage + précarité + inégalités = le cocktail de base du désespoir

Comment ne pas donner prise au discours du FN qui fustige l'incapacité des gouvernements de gauche comme de droite à lutter contre le chômage et le développement de la précarité ? Les plus exposés à ces maux ont donc des raisons de voter pour un parti qui se présente comme le seul à n'avoir jamais mis en œuvre ses solutions (même si historiquement cela est déjà arrivé, la mémoire collective est courte en politique...). Ce sous-emploi de masse a aussi fait croître les inégalités : "entre 2003 et 2013, le niveau de vie moyen des 10 % les plus pauvres a baissé de 320 euros en valeur annuelle, alors que celui des 10 % les plus riches a augmenté de 4 300 euros. Clairement, l'effort réalisé en 2013 masque l'ampleur des diminutions d'impôts obtenues avant 2011. Au total, l'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé de 4 600 euros par an sur dix ans. Les premiers ont gagné en plus l'équivalent de six mois de revenus des seconds (680 euros mensuels). Il ne s'agit pas seulement d'une forte hausse des revenus des ultra-riches, comme on le dit souvent, mais d'une distance qui s'accroît entre les catégories populaires et aisées. On peut choisir de ne pas voir ce phénomène, mais alors on doit s'attendre à supporter les tensions sociales qui peuvent en résulter." (Observatoire des inégalités)

C'est ici que la gauche gouvernementale porte une lourde responsabilité : en menant une politique économique non-redistributive (l'austérité érigée en vertu), en faisant d'un libéral bon teint qui a l'indécence de valoriser le rêve de devenir milliardaire en faisant mine de croire que cela créera des emplois (la réalité dément pourtant ces allégations : partout, plus les politiques économiques sont

libérales, plus les inégalités augmentent), le gouvernement développe sur ce terrain la même politique que la droite avec les mêmes résultats, donnant du grain à moudre au FN qui n'a de cesse de stigmatiser l'UMPS.

Quand le FN dit que les gouvernants qui se succèdent depuis trente ans sont incompetents pour lutter contre le chômage, comment ne pas voir que ce discours provoque chaque jour plus d'adhésion ?

2) Une parole publique dénigrée + les petits arrangements entre amis + les scandales à répétition : la recette de base de l'antiparlementarisme

Prétendre en pleine campagne électorale "mon ennemi c'est la finance" en janvier et dire quelques jours plus tard aux banquiers de la City "*I am not dangerous*" pourrait à soi seul résumer le cynisme électoraliste qui est devenu la règle commune de nombre de candidats aux élections. Il serait trop facile de faire de François Hollande le bouc-émissaire d'une parole publique tellement bafouée qu'elle dégrade toujours plus l'image du personnel politique auprès des citoyens. Au niveau local comme au niveau national, les exemples sont si nombreux et si médiatisés depuis des décennies que la défiance règne. Le "tous pourris" grossit chaque jour et l'extrême-droite qui en a toujours fait son fond de commerce n'a plus qu'à se baisser pour ramasser les voix.

Ce refrain se nourrit également de tous ces petits arrangements entre amis qui sont la règle entre notables devenus responsables politiques. Là encore, les exemples sont trop nombreux et je n'en prendrai qu'un : Jean-Pierre Jouyet, ministre de Sarkozy devenu secrétaire général de l'Élysée sous François Hollande. Comment ne pas valider ainsi les arguments de ceux qui dénoncent la "République des copains", l'UMPS ou encore le mépris du peuple ?

Tout ceci ne suffirait pas qu'on y ajoute des scandales toujours plus gros mettant à jour le clivage entre les puissants et le peuple : les derniers rebondissements de l'affaire Tapie (avant les prochains), l'affaire Cahuzac, etc., etc. Encore un peu d'engrais au pied du "tous pourris".

Évidemment, sur ce terrain de la démagogie, du cynisme et des scandales, le FN fera sans doute pire. Mais pour l'heure, il a encore les habits d'un sou neuf.

3) Le bouc-émissaire : les immigrés

Quand les politiques sont impuissantes à améliorer le sort de ceux qui souffrent ou qui perdent espoir en des jours meilleurs, il est alors facile de trouver le bouc-émissaire de toujours : celui qui n'est pas comme nous. Alors le mythe d'une nation envahie, assiégée, menacée maintenant par des attentats commis par des individus issus de l'immigration gagne en consistance. L'amalgame est facile et le filon est surexploité. Mais ce bouc-émissaire n'est que le résultat du mélange et de la persistance deux premiers ingrédients. Il est aussi savamment entretenu par la dérive xénophobe de nombreux discours, en particulier à droite (mais pas que... il n'y a qu'à se rappeler Manuel Valls se plaignant en 2009 du trop grand nombre de "blacks" dans sa ville d'Evry...). Plutôt que faire le bilan de son incapacité à assurer aux plus démunis des conditions de vie décentes, beaucoup préfèrent courir après la rengaine du FN sur les immigrés puisque cela semble marcher

électoralement...

Des remèdes inefficaces voire contre-productifs

A chaque fois que le FN progresse, beaucoup se réfugient dans une posture morale dont l'efficacité reste à prouver et qu'on pourrait résumer par "c'est la faute aux cons". Le "con" prend tour à tour le visage de l'abstentionniste ou de l'électeur frontiste. Quand bien même fustiger ceux qui ne font pas "bien" leur devoir soulagerait la colère de voir l'extrême-droite se rapprocher du pouvoir, on voit mal comment traiter quelqu'un de "con" va le faire changer de comportement. C'est même le contraire qui risque d'arriver. Celui qui traite son voisin de "con" devient vite lui-même le "con" de son voisin. C'est aussi se donner le beau rôle à peu de frais en évitant de faire l'examen de ce qui pousse tous ces "cons" à ne pas agir comme soi. On gagnerait un temps précieux à concentrer notre énergie à comprendre les motivations des abstentionnistes ou des électeurs frontistes. Cela demande plus de temps que de lâcher une insulte, c'est certain...

La lourde responsabilité du PS

Au milieu de tout ce marasme, il y a de bonnes raisons d'en vouloir au PS quand on est un militant de gauche. Et même un militant socialiste...

1) Des idées de gauche aux abonnés absents

S'entêter dans une politique économique d'austérité déjà menée par la droite et qui ne résorbe pas le chômage et la précarité, c'est valider l'UMPS.

Refuser le droit de vote des étrangers quand on l'a promis, c'est décrédibiliser la parole publique et laisser croire que l'extrême-droite a raison quand elle désigne le péril des étrangers.

S'engouffrer dans la surenchère sécuritaire et mettre en place un cadre législatif qui multipliera les bavures et les excès, c'est nourrir l'anxiété et multiplier les actes qui vont stigmatiser une catégorie de la population qui n'en a pourtant pas besoin. Il y a pourtant mieux à faire en donnant des moyens conséquents aux services de renseignement et de justice saignés à blanc par des années d'austérité (mais c'est vrai qu'il s'agit de fonctionnaires et de dépense publique : autant de gros mots pour certains élus socialistes depuis trop longtemps). Le rattrapage des dernières semaines aura sans doute du mal à combler les réels besoins.

Promettre une réforme fiscale redistributive et la ranger au placard, c'est refuser de réduire les inégalités par un outil efficace.

Porter au pinacle le rêve de devenir milliardaire quand tant de ménages sont dans la précarité, c'est insulter les pauvres (qu'on se souvienne de ce formidable lapsus de Macron au sujet de "ces gens-là", résumant à lui seul le gouffre qui sépare l'image qu'ont certains responsables politiques du "petit peuple").

Abandonner toute idée de partage du temps et des revenus pour créer des emplois et réduire les inégalités, c'est laisser en friche l'imaginaire de gauche et renforcer l'hégémonie culturelle des idées libérales.

Poser la question de la régulation financière et accoucher d'une loi n'encadrant

qu'une infime partie des activités bancaires, c'est manquer du courage le plus élémentaire et s'asseoir sur ses promesses.

Ne plus poser la question de l'intensité de la concurrence internationale liée au libre-échange, c'est s'assurer d'autres lendemains qui déchantent en matière d'emploi.

Ne plus porter sur la scène européenne et mondiale la nécessité de juguler une finance aveugle, c'est multiplier et intensifier les crises économiques.

La liste est encore longue... Je préfère m'arrêter.

2) En finir avec les pratiques de notables

Les comportements politiques de notables ne font qu'accroître le fossé entre responsables socialistes et milieux populaires. La stratégie cynique et méprisante prônée par Terra Nova et adoptée par le PS (ne plus s'adresser aux catégories populaires considérées comme perdues, droitisées ou abstentionnistes - les perdants de la mondialisation - et se concentrer sur les plus diplômés - les gagnants de la mondialisation) se retourne aujourd'hui contre le PS qui ne sait plus que présenter des notables - mâles de préférence et cinquantenaires - aux élections.

S'il y a bien une chose qui se ressent, presque intuitivement quand on est issu des milieux populaires, c'est bien ce fossé abyssal entre les notables qui prétendent améliorer le sort des milieux populaires et ces mêmes milieux.

Quand certains de ces notables cumulent, s'accrochent comme des morts de faim à leur siège quitte à effectuer des petits arrangements avec leurs prétendus adversaires, promettent ce qu'ils ne font pas et font ce qu'ils ne promettent pas, alors ce fossé se remplit de colère et de dégoût.

Il ne s'agit pas ici de verser dans l'amalgame, mais de chercher à comprendre certaines des raisons qui le provoquent et éloignent toujours plus les élus socialistes du peuple de gauche qu'il prétend incarner ou défendre.

Il ne faudra rien attendre des hommes ici, mais tout des règles qui pourraient les contraindre à plus d'intégrité et de représentativité : non-cumul des mandats, sanctions lourdes pour malversations ne sont que des pistes parmi d'autres. Mais sans elles, tout continuera comme aujourd'hui.

Rien de tout cela n'arrivera du jour au lendemain. C'est un travail de longue haleine. Et ne pas l'entreprendre c'est se condamner au pire qui s'annonce élection après élection comme de plus en plus probable.